

Burundi : L'armée « dangereusement proche de la rupture »

@rib News, 16/10/2015 - Source IRIN Les fissures se propagent au sein de l'armée burundaise Bujumbura, 13 octobre 2015 (IRIN) - Le point clé des accords de paix qui ont mis un terme à la guerre civile burundaise il y a dix ans est l'intégration des anciens rebelles hutus dans une armée à majorité tutsie afin d'assurer un équilibre ethnique à défaut. Selon un billet récemment publié sur un blog d'informations burundais par Thierry Vircoulon de l'InterCrisis Group (ICG), l'institution est « dangereusement proche de la rupture ».

Les entretiens réalisés par IRIN auprès d'une dizaine de personnes - y compris des personnalités de la société burundaise, des analystes et des membres de l'armée - ont révélé qu'un groupe d'anciens rebelles hutus s'engage dans une campagne de harcèlement, d'enlèvements, de détention et, dans certains cas, de meurtres contre des membres de la vieille garde de l'armée et des opposants prisés au président Pierre Nkurunziza, lui-même un ancien leader rebelle. Signé en l'an 2000, l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi prévoyait un partage du pouvoir au sein du gouvernement et, avec de meilleurs résultats, au sein de l'armée. Les Hutus, qui représentent 85 pour cent de la population, ont subi deux génocides depuis l'indépendance. Le premier a eu lieu en 1956 et a fait plusieurs centaines de victimes ; le second s'est déroulé en 1972 : entre 200 000 et 300 000 Hutus massacrés à la suite d'une rébellion qui avait fait environ mille victimes chez les Tutsis. Divers groupes de rebelles hutus ont pris les armes à partir de 1993 pour réclamer une meilleure représentation et y compris dans les forces de sécurité qui sont au cœur du pouvoir depuis que le Burundi a obtenu son indépendance de la Belgique en 1962. Les membres des anciennes Forces armées du Burundi (aujourd'hui connues sous le nom d'ex-FAB) appartenaient à la majorité de la minorité tutsie. Mettre fin au monopole des Tutsis au sein de l'armée était un des points clés de la contribution à mettre fin à la guerre six ans après son adoption. A cette époque, quelque 300 000 personnes avaient été tuées et plus de 500 000 personnes déplacées. L'Accord d'Arusha était le ciment qui maintenait la cohésion du Burundi, a dit Yolande Bouka, de l'Institut d'études de sécurité (ISS), basé en Afrique du Sud, à l'Africa Times dernier. Le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) est le parti au pouvoir au Burundi, mais pendant la guerre civile, ils représentaient les ailes politique et militaire du principal groupe rebelle hutu. Le CNDD-FDD n'a pas signé l'accord d'Arusha, mais il a signé un accord de paix séparé. Cet accord fournissait des précisions importantes sur le partage du pouvoir, comme la nécessité d'avoir 40 pour cent d'officiers issus des rangs du CNDD-FDD au sein de l'armée. La candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat qui a été annoncée au mois d'avril (et qui s'est soldée par une victoire lors du scrutin de juillet) a généralement été perçue comme une violation de l'accord d'Arusha. Elle a donné lieu à des manifestations, une répression sévère de la police et un coup d'Etat raté de la part de l'ancien chef du service de renseignement, le général Godefroid Niyombizi au mois de mai. L'engrenage des meurtres Ces dernières semaines ont été marquées par une vague de meurtres visant des responsables militaires tutsis et hutus. Des postes de polices et des installations militaires dans et autour de Bujumbura ont subi des attaques à la grenade et des tirs de roquettes. Le mois dernier, le général Prime Niyongabo, le chef d'état-major de l'armée burundaise, a échappé de justesse à une tentative d'assassinat. A la fin du mois de septembre, des roquettes ont été tirées sur le palais présidentiel. « Il y a un accroissement de la répression contre les membres des ex-FAB qui sont accusés d'être les responsables des meurtres de policiers et de militaires à Bujumbura », a dit IRIN Anschaire Nikoyagize, président de la Ligue burundaise des droits de l'homme. « De toute évidence, il y a des divisions au sein de l'armée, comme en témoignent les actuelles défections ou désertions d'officiers », a ajouté M. Nikoyagize, l'un des rares militants des droits de l'homme burundais à ne pas avoir quitté le pays. Pour Patrick Ndiwimana, un journaliste burundais qui vit en exil, il s'agit de purges visant la vieille garde, les fidèles de l'ancien président tutsi Pierre Buyoya qui s'étaient opposés à un troisième mandat de M. Nkurunziza. M. Ndiwimana a dit IRIN que bon nombre d'ex-FAB avaient été contraints de prendre leur retraite ou contraints de partir que d'autres avaient pris la fuite. A la fin du mois de septembre, deux officiers de l'armée, le major Emmanuel Ndayikeza, commandant en second du Bataillon de soutien de la première région militaire, une unité d'élite basée à Bujumbura, et le colonel Edouard Nshimirimana, responsable des transmissions et des communications militaires, ont déserté. Il y a très peu d'informations sur l'endroit où ils se trouvent. En vertu du code militaire, ils sont considérés comme des déserteurs. Des sources à l'intérieur de l'armée ont dit qu'ils étaient partis accompagnés de leurs familles et qu'ils avaient emporté des armes, des munitions et des équipements de communication. Dimensions régionales Le Burundi a ouvertement accusé le Rwanda voisin - dont le président Paul Kagame est un Tutsi - d'être l'accueil et de former de nouveaux rebelles burundais menés par les organisateurs du coup d'Etat. Le Rwanda a réfuté les accusations du Burundi. Depuis plusieurs années, Kigali se plaint que le Burundi ferme les yeux ou même encourage la présence sur son territoire de membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle mené par les individus qui ont dirigé le génocide au Rwanda en 1994. Depuis lors, les FDLR sont basés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), région frontalière du Rwanda et du Burundi. Le 1er août, des membres du parti d'opposition burundais et des leaders de la société civile se sont réunis à Addis-Abeba et ont créé le Conseil national pour la restauration de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi, avec pour objectif déclaré de chasser Nkurunziza du pouvoir, par tous les moyens nécessaires, y compris l'utilisation des armes. Le porte-parole de l'armée burundaise, le colonel Gaspard Baratuza, a assuré qu'il n'y avait pas de crise et a contesté les rapports selon lesquels les officiers qui ont disparu avaient rejoint une nouvelle rébellion. « L'armée est toujours unie et solide. Personne ne peut provoquer l'insécurité ou troubler la paix dont jouissent actuellement les Burundais », a-t-il dit IRIN, avant d'ajouter que seuls deux ou trois soldats sur 30 000 ont déserté. Mais Thierry Vircoulon, directeur du projet Afrique centrale pour l'ICG, a dit IRIN que les défections étaient préoccupantes, car elles montraient que l'armée n'est plus unie. Il est difficile de déterminer l'ampleur des divisions, mais il est évident que les soldats issus des ex-FAB ont été mis sur la touche après le coup d'Etat manqué du mois de mai, a-t-il ajouté. Bon nombre d'ex-FAB issus

Brigade spéciale de protection des institutions (BSPI), une unité d'élite chargée d'assurer la sécurité des hautes fonctionnaires et qui a joué un rôle clé dans l'écoulement du coup d'État, ont récemment été remplacés par des unités du CNDD-FDD. Cependant, selon M. Vircoulon, il y a un parti pris en faveur des partisans du parti au pouvoir dans l'armée et il existait avant le coup d'État. «Quand il s'agit des stages de formation à l'étranger ou des affectations aux missions de maintien de la paix, les anciens combattants du CNDD-FDD étaient souvent privilégiés par rapport aux ex-FAB. L'armée était donc une institution intégrée sans pour autant être unie». Le mois dernier, plusieurs ex-combattants ont rencontré M. Niyongabo et se sont plaints d'être harcelés par les agents de sécurité de M. Nkurunziza et la police, IRIN l'un des participants à la rencontre. «Quand des policiers se présentent au domicile d'un soldat, ils demandent s'il est un ex-FAB ou un CNDD-FDD», a raconté à IRIN Vital Nshimiyimana, un autre militant des droits de l'homme. «S'il est un CNDD-FDD, ils n'entrent pas chez lui ou ils entrent et ils font semblant de fouiller. Mais s'il est un ex-FAB, ils fouillent partout». Depuis le mois de mai, des changements majeurs sont intervenus dans les casernes. Les factions soupçonnées d'être impliquées dans la tentative de coup d'État, notamment le 11^e bataillon blindé et le bataillon de parachutistes, ont été transférées au pied levé et leurs responsables ont été appelés à de nouvelles fonctions. D'autres bataillons ont été supprimés et leurs membres, en majorité des ex-FAB, ont reçu l'ordre de rejoindre d'autres unités.